



Société anonyme à Conseil d'administration
Au capital de 14 110 324 euros
Siège Social : 3 avenue du Canada - 91 974 LES ULIS
RCS EVRY 492 370 622

Comptes semestriels

Consolidés

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

1.	Rapport d'activité semestriel.....	3
2.	Compte de résultat.....	5
3.	Bilan actif	6
4.	Bilan passif.....	6
5.	Tableau des flux de trésorerie	7
6.	Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du Groupe).....	8
7.	Annexe aux informations financières	8
7.1.	Introduction aux informations financières	8
7.2.	Principes et méthodes comptables	9
7.2.1.	Contexte général.....	9
7.2.2.	Intérêts minoritaires	10
7.2.3.	Recours à des estimations	10
7.2.4.	Ecarts d'acquisition	10
7.2.5.	Immobilisations	11
7.2.6.	Stocks & en-cours	13
7.2.7.	Contrats long terme.....	13
7.2.8.	Créances clients.....	13
7.2.9.	Valeurs mobilières de placement	14
7.2.10.	Indemnités de départ à la retraite.....	14
7.2.11.	Produits constatés d'avance.....	14
7.2.12.	Crédit-bail	14
7.2.13.	Produits et charges exceptionnels.....	14
7.2.14.	Impôts.....	15
7.2.15.	Provisions pour risques et charges	15
7.3.	Autres informations	16
7.3.1.	Périmètre de consolidation.....	16
7.3.2.	Produits d'exploitation	17
7.3.3.	Personnel	18
7.3.4.	Résultat financier	20
7.3.5.	Autres informations relatives au compte de résultat	20
7.3.6.	Impôts sur les résultats	20
7.3.7.	Résultat par action	22
7.3.8.	Ecarts d'acquisition	23
7.3.9.	Immobilisations incorporelles nettes	23
7.3.10.	Immobilisations corporelles nettes.....	24
7.3.11.	Répartition par activité des immobilisations incorporelles et corporelles	24
7.3.12.	Immobilisations financières	25
7.3.13.	Stocks.....	25
7.3.14.	Clients et comptes rattachés	25
7.3.15.	Autres créances	26
7.3.16.	Trésorerie nette.....	26
7.3.17.	Capital.....	27
7.3.18.	Provisions pour risques et charges	27
7.3.19.	Dettes financières, concours bancaires et affacturage	28
7.3.20.	Fournisseurs et comptes rattachés.....	29
7.3.21.	Produits et charges constatés d'avance	29
7.3.22.	Dettes fiscales et sociales	29
7.3.23.	Autres dettes	29
7.3.24.	Charges à payer	30
7.3.25.	Engagements hors bilan	30
7.3.26.	Informations relatives aux parties liées	31
7.3.27.	Suivi des instruments financiers sur capital.....	31
7.3.28.	Éléments post-clôture.....	32
8.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés.....	32

1. Rapport d'activité semestriel

Conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires, nous rendons compte dans cette section des résultats de la gestion du Groupe Orolia, constitué de la société Orolia S.A. et de ses filiales (ci-après « Orolia », la « Société » ou le « Groupe ») au cours du premier semestre 2009 (de l'exercice clos le 31 décembre 2009).

Cotée sur le marché NYSE Alternext depuis juillet 2007, la Société a établi des comptes semestriels consolidés au 30 juin 2009, conformément aux normes comptables françaises.

Orolia a établi des comptes consolidés semestriels 2009 avec les sociétés ci-après énoncées :

- Spectratime S.A. en Suisse
- T4 Science S.A. en Suisse
- Spectracom Inc aux USA
- Pendulum Instruments AB en Suède, et ses deux filiales Pendulum Instruments Inc aux USA, et Pendulum Instruments Ltd en Russie
- Orolia Global Services en Grande-Bretagne

Pour mémoire, les comptes semestriels 2008 de la Société intègrent les comptes des seules filiales Spectratime T4 Science, Spectracom Inc et pour trois mois d'activité Pendulum Instruments AB en Suède, et ses deux filiales Pendulum Instruments Inc aux USA, et Pendulum Instruments Ltd en Russie compte tenu de leur acquisition en mars 2008.

L'annexe aux comptes consolidés et le détail de ceux-ci vous fournissent toutes explications nécessaires sur les méthodes retenues pour l'établissement des comptes semestriels 2009. Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation comptables sont conformes à la réglementation en vigueur et identiques à celles de l'année précédente.

L'activité du Groupe Orolia sur le premier semestre 2009 a relativement bien résisté à la crise économique mondiale.

Au 1er semestre 2009, le chiffre d'affaires consolidé du groupe Orolia s'établit ainsi à 13 204 k€, en hausse de 1,9% par rapport au chiffre d'affaires du 1er semestre 2008.

Cette légère croissance a été portée par l'acquisition de la société Pendulum Instruments en mars 2008 et celle des actifs de la société Rapco Electronics en Grande-Bretagne. A périmètre constant (Spectratime, T4Science, Spectracom, Orolia, sans Pendulum Instruments ni Orolia Global services) le chiffre d'affaires du Groupe pour le 1er semestre 2009 est en recul de seulement 5,6% par rapport au chiffre d'affaires du 1er semestre 2008.

La situation économique des trois grands métiers du Groupe est à ce titre très contrastée :

- Les activités de Timing ne reculent que de 1,8% par rapport au 1^{er} semestre 2008, grâce à la croissance du marché spatial avec notamment le démarrage de nouveaux contrats d'étude importants pour le futur de l'activité, qui compensent la baisse des marchés Telecom liée à la crise. Le Timing représente ainsi sur le 1^{er} semestre 2009 38,7% du chiffre d'affaires total du Groupe.
- Les activités de Synchronisation reculent de 4,9% par rapport au 1^{er} semestre 2008 et de 8,7% à périmètre constant. Cette baisse est essentiellement liée aux performances très en retrait du segment Broadcast par rapport aux objectifs du Groupe, liées au fort ralentissement des budgets d'investissements dans les réseaux de Télévision Numérique Terrestre et au gel des projets de Télévision Mobile Personnelle consécutifs à la crise économique mondiale. La Synchronisation représente sur le 1^{er} semestre 2009 47,2% du chiffre d'affaires total du Groupe.
- Les activités Test & Mesures progressent de 54,6% mais reculent de 17,3% par rapport au premier semestre 2008 si on intègre 6 mois d'activité de Pendulum Instruments durant le premier semestre 2008. Là encore les effets de la crise sur les budgets d'investissements de nos clients ont fortement impacté le secteur de l'instrumentation comme le Groupe l'a déjà communiqué. Le Test & Mesures représente sur le 1^{er} semestre 2009 14,1% du chiffre d'affaires total du Groupe.

Le résultat d'exploitation consolidé atteint 520k€, soit 3,9% du chiffre d'affaires compte tenu du niveau d'activité plus faible que prévu principalement en Synchronisation et en Test & Mesure, au moment même où, après plusieurs exercices d'investissements intensifs en R&D, la phase d'amortissement de ces actifs incorporels monte en puissance avec une charge supplémentaire par rapport au 1^{er} semestre 2008 d'environ 375K€. Ce dernier phénomène est particulièrement patent lorsque l'on regarde l'excédent brut d'exploitation qui ne baisse que de 613k€ par rapport au 1^{er} semestre 2008, contre une baisse de 1 134K€ du résultat d'exploitation. Dès lors, le résultat net avant amortissement des survaleurs ressort à 330 k€, soit 2,5% du chiffre d'affaires, contre 1 064K€ soit 8,2% au 1^{er} semestre 2008.

Les capitaux propres consolidés totalisent 19 441 k€, à comparer aux dettes financières de 8 305 k€. La trésorerie nette des concours bancaires courants est quant à elle positive à 9 179 k€ pour 11 014 k€ à fin 2008. Cette baisse est liée à l'acquisition des actifs de la société Rapco Electronics par Orolia Global Services et la propriété intellectuelle du produit NAVIVA, à la reconstitution du besoin en fonds de roulement (BFR) de cette activité, et à l'augmentation du BFR du Groupe consécutif à des paiements importants sur la sous-traitance du contrat lié au programme chinois de navigation par satellites COMPAS.

De manière plus quantitative, la rentabilité positive globale a permis à l'activité opérationnelle de dégager une marge brute d'autofinancement de 526 k€, mais le besoin en fonds de roulement (BFR) a généré une variation ponctuelle négative de la trésorerie de 1 185 k€. Les investissements sur le premier semestre ont surtout porté sur les activités de R&D pour 884 k€. L'impact cash net de l'acquisition des actifs de la société Rapco Electronics est de 294 k€. Les dettes financières ont augmenté de 288 k€ compte tenu de la montée du recours à l'affacturage mais l'ensemble des concours bancaires courants a été ramené à 0. Ainsi, au total, le cash-flow sur ce premier semestre a été de -1 835 k€ amenant la trésorerie nette des concours bancaires courants au niveau de 9 179 k€.

Par rapport à la clôture au 31 décembre 2008, le Groupe n'a pas noté une dégradation particulière de ses facteurs de risques.

Événements importants survenus postérieurement à la date de clôture des comptes semestriels

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du Groupe Orolia a approuvé le 16 septembre 2009, l'apport par la société AIRTEK CAPITAL GROUP de deux millions (2 000 000) d'actions de la société KANNAD, société anonyme au capital de 2 000 000 d'euros, dont le siège est Village du Hirgoat - ZI des cinq chemins - 56520 GUIDEL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 500 055 744 R.C.S. LORIENT. Cet apport a été évalué à dix millions (10 000 000) d'euros.

Afin de rémunérer cet apport, l'Assemblée Générale a décidé de procéder à une augmentation de capital d'un montant de 4 324 324 euros, le capital social étant porté de la somme de 9 786 000 euros à la somme de 14 110 324 euros, par l'émission de 1 081 081 actions nouvelles de 4 euros chacune de valeur nominale.

Evolution prévisible de la situation de la Société et perspectives d'avenir

Pour les prochains mois, l'évolution des marchés impose la prudence. Le marché du broadcast reste très dégradé et aucune reprise à court terme n'est attendue. Les autres marchés du Groupe résistent mieux, même si l'instrumentation reste en retrait par rapport à nos attentes. Dans ces conditions, l'objectif du Groupe est d'assurer une relative stabilité de son chiffre d'affaires annuel.

En termes de résultats, si l'atteinte d'un résultat d'exploitation à deux chiffres sur l'exercice apparaît désormais compromise, le second semestre devrait s'inscrire en amélioration par rapport à la première partie de l'année. L'intensification des efforts d'optimisation des coûts d'exploitation et la contribution des résultats de KANNAD sur 3 mois devraient permettre d'atteindre ce nouvel objectif.

2. Compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	Annexe Note n°	30 06 2009	30 06 2008	31 12 2008 (12 mois)
Chiffre d'affaires	7.3.2	13 204	12 960	28 174
Production stockée		-101	64	29
Production immobilisée	7.3.2	673	739	1 441
Reprises de provisions et transferts de charges		138	86	155
Subventions		107	70	158
Autres produits dont crédit d'impôt recherche		153	170	478
Produits d'exploitation		14 174	14 089	30 435
Achats et charges externes		6 460	6 975	15 535
Impôts et taxes		49	80	126
Charges de personnel	7.3.3	5 899	4 864	10 285
Autres charges d'exploitation		171	13	66
Dotations aux amortissements et provisions		1 075	502	1 220
Charges d'exploitation		13 654	12 434	27 233
Résultat d'exploitation		520	1 654	3 203
Résultat financier	7.3.4	-37	-202	-686
Résultat courant		482	1 453	2 517
Résultat exceptionnel			-77	31
Participation des salariés				
Impôts sur les résultats	7.3.6	-152	-312	-411
Amortissements écarts d'acquisitions		-560	-501	-1 026
Résultat net de l'ensemble consolidé		-230	563	1 111
A. <i>Part des minoritaires</i>		38	140	207
B. <i>Part du groupe</i>		-268	423	904
Résultat net de base par action (part du groupe en euros)	7.3.7	-0,11	0,17	0,37
Résultat net dilué par action (part du groupe en euros)	7.3.7	-0,10	0,15	0,33

3. Bilan actif

<i>En milliers d'euros</i>	Annexes Note n°	30 06 2009	31 12 2008
Ecart d'acquisitions	7.3.8	9 170	9 436
Immobilisations incorporelles	7.3.9	3 263	2 898
Immobilisations corporelles	7.3.10	1 623	1 643
Immobilisations financières	7.3.12	329	158
Actif immobilisé		14 386	14 134
Stocks et en-cours	7.3.13	4 458	3 984
Avances et acomptes		288	147
Clients & comptes rattachés	7.3.14	4 516	5 251
Factures à Etablir		4 394	4 244
Autres créances	7.3.15	1 464	1 538
Valeurs mobilières de placement	7.3.16	6 890	7 887
Disponibilités	7.3.16	2 289	3 486
Actif circulant		24 298	26 538
Charges constatées d'avance		966	1 431
Total de l'actif		39 650	42 103

4. Bilan passif

	Annexes Note n°	30 06 2009	31 12 2008
Capital	7.3.17	9 786	9 786
Primes		7 403	7 403
Réserves consolidées		2 635	1 501
Réserves de conversion		-116	230
Résultat de l'exercice part du groupe		-268	904
Capitaux propres part du Groupe		19 441	19 824
Intérêts Minoritaires		567	545
Provisions pour risques et charges	7.3.18	1 097	1 318
Dettes Financières	7.3.19	8 305	8 453
Fournisseurs & comptes rattachés	7.3.20	3 350	4 647
Acomptes reçus sur commandes		2 392	2 986
Dettes fiscales et sociales	7.3.22	2 621	2 411
Autres dettes	7.3.23	371	435
Factor	7.3.19	995	561
Concours bancaires	7.3.19		359
Dettes		18 034	19 851
Produits constatés d'avance	7.3.21	510	564
Total du passif		39 650	42 103

5. Tableau des flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} semestre 2009	1^{er} semestre 2008	31 12 2008 (12 mois)
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net	-230	563	1 111
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions	886	816	2 890
- Autres variations	-131	-131	150
Marge brute d'autofinancement	526	1 248	4 151
Variation du BFR liée à l'activité	-1 185	-1 499	358
- variation de l'actif circulant	-561	558	-1 220
- variation des dettes d'exploitation	-1 746	-940	-863
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	-659	-251	4 509
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	-884	-650	-1 594
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	-115	-355	-871
Effets des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-171	73	12
Effets des acquisitions de titres nets de la trésorerie acquise	-294	-3 626	-3 625
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	-1 464	-4 557	-6 077
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Variation des dettes financières	288	7 926	7 816
Augmentation de capital		410	406
Dividendes versés			
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	288	8 335	8 222
VARIATION DE TRESORERIE NETTE (*)	-1 835	3 527	6 654
Trésorerie nette d'ouverture	11 014	4 360	4 360
Trésorerie nette de clôture	9 179	7 887	11 014

(*) Pour l'ensemble des périodes présentées :

La variation des en-cours factor est présentée en flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement, La trésorerie nette d'ouverture et de clôture est définie comme suit : disponibilités + valeurs mobilières de placement - concours bancaires courants.

6. Tableau de variation des capitaux propres consolidés (part du Groupe)

Au 30 juin 2009

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes d'émission	Résultat de l'exercice	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe
Situation au 31.12.2007	9 702	7 081	1 289	467	-253	18 286
Résultat reporté à nouveau			-1 289	1 035	253	0
Résultat de l'exercice			423			423
Augmentation de capital	84	326				410
Variation des écarts de conversion					-12	-12
Situation au 30.06.2008	9 786	7 407	423	1 501	-12	19 105
Situation au 31.12.2008	9 786	7 403	904	1 501	230	19 824
Résultat reporté à nouveau			-904	1 134	-230	0
Résultat de l'exercice			-268			-268
Augmentation de Capital						
Variation des écarts de conversion					-116	-116
Situation au 30.06.2009	9 786	7 403	-268	2 635	-116	19 441

7. Annexe aux informations financières

7.1. Introduction aux informations financières

La Société OROLIA a été créée en octobre 2006 et a acquis à cette date les sociétés Temex Sync, Temex Neuchâtel Time, et T4 Science.

La société Temex Neuchâtel Time a été renommée SpectraTime en octobre 2007.

La société Temex Sync a opéré une transmission universelle de son patrimoine à Orolia au 1^{er} septembre 2007, puis a été dissoute.

Orolia a procédé en juillet 2007 à une augmentation de capital auprès d'investisseurs qualifiés, pour une valeur (y compris prime d'émission) de 11 925 000€. Les frais liés à cette opération ont été imputés sur la prime d'émission à hauteur de 1 028K€. A l'issue de cette augmentation de capital, Orolia a demandé à être cotée sur Alternext (NYSE Euronext Paris) en placement privé.

Les titres de la société américaine Spectracom ont été acquis le 22 août 2007.

En date du 31 janvier 2008, Orolia a signé avec la société Euromezzanine, un contrat de prêt obligataire. Les obligations, d'un montant total de 8 millions d'euros, sont attachées à des bons de souscription d'actions permettant à Euromezzanine de souscrire à 269 500 actions nouvelles, pour un prix égal à 12,5€ par action nouvelle souscrite.

En mars 2008, Orolia a acquis 100% des titres de la société suédoise Pendulum Instruments.

En janvier 2009, Orolia a créé en Grande-Bretagne la société Orolia Global Services qui a racheté à la société Rapco l'ensemble de ses actifs.

En juillet 2009, Orolia a obtenu de l'AMF le transfert de la cotation de ses actions du groupe de cotation EA (placement privé) au groupe de cotation E2 (sociétés ayant fait une offre au public), du marché Alternext de Paris afin d'améliorer la liquidité du titre.

7.2. Principes et méthodes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés relatifs à la période du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009 ont été établis en appliquant la recommandation CNC 99R01 relative aux comptes intermédiaires. Ils sont établis selon les mêmes principes comptables que les comptes annuels consolidés.

7.2.1. Contexte général

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions du règlement CRC n°2005-10 du 3 novembre 2005 afférent à l'actualisation du règlement CRC n°99-02 du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques. Les notes explicatives ci-après en sont partie intégrante.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les plans d'attribution de stock options ont fait l'objet de la première application du règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2008-15 du 4 décembre 2008 afférent au traitement comptable des plans d'options d'achat ou de souscription d'actions et des plans d'attribution d'actions gratuites aux employés. Le Groupe n'ayant pas l'intention de procéder à l'acquisition de titres existants, le texte n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2009.

Méthode de consolidation

Toutes les sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale avec dégagement des intérêts minoritaires. Toutes les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes au groupe sont éliminés.

Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euro sont convertis au cours moyen de change de la période ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Les écarts de conversion sont présentés distinctement dans les capitaux propres.

Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- La prise en compte des engagements de retraite et autres avantages au personnel,

- La prise en compte des opérations partiellement achevées à la clôture,
- Le retraitement des contrats de location financement,
- La comptabilisation des écarts de conversion actifs et passifs en charges et produits de la période.

7.2.2. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

7.2.3. Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels et écarts d'acquisition, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel et des impôts différés.

Ainsi, les comptes consolidés du semestre ont été établis en tenant compte du contexte actuel de crise économique et financière, qui prévalait déjà au 31 décembre 2008, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats de la crise ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs (tels que les stocks et les créances clients) et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, il a été pris pour hypothèse que la crise serait limitée dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

7.2.4. Ecarts d'acquisition

Le coût d'acquisition des titres est égal à la juste valeur des actifs remis par l'acquéreur, majoré du montant net d'impôt et de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition. Lorsque la convention d'acquisition prévoit un ajustement du prix d'acquisition, le montant de la correction est directement inclus dans le coût d'acquisition.

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation (« juste valeur ») des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Si de nouvelles informations conduisent, dans un délai allant jusqu'à la fin du premier exercice qui suit l'entrée dans le périmètre de consolidation, à une nouvelle appréciation des justes valeurs des actifs et des passifs lors de leur entrée dans le bilan consolidé, celles-ci sont modifiées. Il en découle automatiquement une modification de la valeur brute et des amortissements cumulés de l'écart d'acquisition.

Lors de leur entrée dans le Groupe, les actifs et les passifs susceptibles d'être évalués séparément sont inscrits au bilan consolidé à leur juste valeur déterminée en fonction de l'usage que prévoit d'en faire le Groupe. Les actifs destinés à être revendus sont évalués à leur valeur vénale de marché à la date d'acquisition. Les biens destinés à l'exploitation sont évalués à leur valeur d'utilité.

Le montant résultant de l'évaluation des actifs identifiables constitue leur nouvelle valeur brute. Celle-ci sert de base aux calculs ultérieurs des plus ou moins values en cas de cession, ainsi que des dotations aux amortissements et aux provisions.

Écarts de première consolidation

Les écarts de première consolidation résultent de la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation et la part du Groupe dans leurs capitaux propres retraités à la date d'acquisition. Les écarts de première consolidation, non affectés à des actifs ou passifs identifiés évalués à la juste valeur, ont été affectés en écarts d'acquisition pour les acquisitions anciennes et sont amortis sur 10 ans.

Cette durée correspond à la durée retenue lors de l'acquisition pour le calcul de la rentabilité globale de chacune des acquisitions. A ce jour, cette durée est uniforme pour l'ensemble des sociétés acquises, ces sociétés opérant chacune sur une niche de marché spécifique, dans un secteur d'activité unique.

En effet, dans le cadre des acquisitions que réalise le Groupe, la méthode principale de valorisation utilisée est l'actualisation à l'infini d'un résultat d'exploitation normatif minoré de l'impôt théorique au taux du coût estimé des capitaux employés pour le Groupe. Cette méthode permet d'appréhender raisonnablement la profitabilité récurrente des sociétés sans tenir compte des éléments exceptionnels et en lissant l'impact des années hautes et creuses. Il est ensuite tenu compte de la situation de trésorerie et d'endettement.

Ainsi, les principales hypothèses retenues sont :

- taux d'actualisation (WACC) : 12%
- taux de croissance à l'infini de 2%
- la durée budgétaire retenue est de 1 an. Le budget N+1 utilisé est le budget validé par les organes de direction

Dés lors le multiple utilisé lors des valorisations est un multiplicateur de 10 à appliquer au résultat d'exploitation normatif minoré de l'impôt théorique.

Cela revient à prendre en compte 10 ans de résultats cumulés pour la valorisation, et justifie la durée d'amortissement utilisée au sein du Groupe pour l'ensemble de ses acquisitions.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et font l'objet d'un amortissement selon un plan préalablement défini, sur une durée déterminée en fonction des objectifs retenus lors de l'acquisition. Cette durée n'excède pas 10 ans. Par ailleurs, si les objectifs retenus lors de l'acquisition viennent à être sensiblement modifiés, une provision pour dépréciation est comptabilisée au-delà des amortissements pratiqués.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif en provision pour risques et charges et font l'objet dans le cas où ils correspondraient à une prévision de pertes futures à une reprise par résultat étalée dans le temps selon un rythme prédéfini. Dans le cas où ils ne correspondent pas à des risques identifiés, ils sont repris en résultat de l'année d'acquisition.

Si l'évaluation des actifs ou des passifs identifiables a pour conséquence de faire apparaître un écart d'acquisition négatif, la constatation de ces écarts d'évaluation est limitée à due concurrence.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur. Le test de perte de valeur consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est obtenue selon la même méthode que celle utilisée au moment des acquisitions décrite ci-dessus.

Lorsque les tests effectués mettent en évidence une perte de valeur, celle-ci est comptabilisée afin que la valeur nette comptable de ces actifs n'excède pas leur valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif (ou groupe d'actifs), une perte de valeur est enregistrée en résultat pour le différentiel.

7.2.5. Immobilisations

Les actifs financés au moyen de contrats de location financement, qui ont pour effet de transférer au Groupe de façon substantielle les risques et avantages inhérents à la propriété du bien, sont comptabilisés en actifs immobilisés. Les obligations financières correspondantes figurent au passif du bilan.

Frais de recherche et de développement

En application de la méthode préférentielle, Orolia a décidé de porter à l'actif les dépenses de recherche et de développement, sous réserve que celles-ci répondent aux critères suivants :

- le projet en cause est nettement individualisé,
- les chances de réussite technique et de rentabilité commerciale du projet sont sérieuses,
- les coûts du projet sont distinctement établis.

Ces frais de développement sont amortis sur la durée de vie du produit, estimée généralement à 3 ans, à partir de la commercialisation du produit.

Les autres dépenses de recherche et développement, ne répondant pas aux critères énoncés ci-dessus, sont comptabilisées directement en charges de l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (frais d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production.

Par contre, les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte.

Amortissements

Les amortissements des immobilisations sont calculés suivant le mode linéaire (L).

Les taux d'amortissements pratiqués par Orolia sont les suivants :

- Logiciels..... 3 à 5 ans L
- Installations Techniques, matériel et outillage..... 3 à 10 ans L
- Agencement et aménagement des constructions..... 5 à 10 ans L
- Matériel de bureau et informatique..... 3 à 5 ans L
- Mobilier de bureau..... 5 à 10 ans L

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations incorporelles et corporelles doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait pu perdre de la valeur, l'entreprise considère les éléments externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif) ;
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, sont intervenus au cours de la période ou surviendront dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu ;
- Les taux d'intérêt du marché ou autres taux de rendement du marché ont augmenté durant l'exercice et il est probable que ces augmentations diminuent de façon significative les valeurs vénales et/ou d'usage de l'actif.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement ;
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif ;
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions ;
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

La valeur nette comptable d'une immobilisation correspond à sa valeur brute diminuée, pour les immobilisations amortissables, des amortissements cumulés et des dépréciations.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société. Elle résulte de la comparaison entre la valeur vénale et la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net de coûts de sortie.

La valeur d'usage correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa sortie. La société considère que la valeur d'usage correspond aux flux nets actualisés de trésorerie attendus. Ces deniers sont déterminés sur la base des données budgétaires.

Dans le cas particulier des frais de recherche et développement, le taux d'actualisation retenu est le coût moyen du capital pour le Groupe (WACC) de 12% comme explicité plus haut, augmenté d'une prime de difficulté du projet allant de 0 à 5%.

7.2.6. Stocks & en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués à leur coût d'acquisition ou de production. Les mouvements de stocks sont comptabilisés suivant la méthode FIFO.

Une dépréciation de stocks est constatée dès lors qu'il y a perte probable ou que la rotation de certains articles est insuffisante.

Les en-cours et les produits finis sont évalués au coût direct des matières premières, de la main-d'œuvre de production et des achats de sous-traitance consommés au cours de la production, augmenté d'une quote-part de frais généraux industriels.

Orolia procède à des inventaires tournants réguliers au cours de l'année.

7.2.7. Contrats long terme

Le chiffre d'affaires sur contrats long terme est comptabilisé selon la méthode préférentielle de l'avancement.

Le calcul du chiffre d'affaires à l'avancement se détermine selon le rapport :

$$\frac{\text{Coûts engagés} \times \text{chiffre d'affaires global}}{\text{coûts budgétés}}$$

Toute perte probable sur contrat en cours ou en carnet est provisionnée intégralement dès qu'elle est connue.

Les paiements partiels reçus sur contrats sont enregistrés en « avances et acomptes clients ».

Les commissions sur ventes sont incluses dans le coût de ces contrats. Elles sont constatées en charge lorsque les ventes correspondantes sont enregistrées.

Les produits financiers sur contrats long terme sont constatés en résultat lorsqu'ils sont acquis.

7.2.8. Créances clients

Les créances clients sont constatées lors du transfert de propriété correspondant généralement à la livraison pour les ventes de biens et à la réalisation de la prestation pour les activités de services.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances présente un risque quant à sa recouvrabilité.

7.2.9. Valeurs mobilières de placement

Les titres de placement sont évalués au coût de revient d'acquisition majoré des revenus courus de la période, ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure.

7.2.10. Indemnités de départ à la retraite

Pour la France, les indemnités de départ à la retraite sont calculées :

- sur la base d'un départ à la retraite à 65 ans pour les cadres et 60 ans pour les autres salariés,
- d'une augmentation des salaires de 3,0% par an conforme aux politiques salariales des dernières années,
- d'un taux d'actualisation de 5,74% aligné sur le rendement estimé des obligations de bonne signature (3,74% taux OAT TEC 10ans du 1^{er} juillet 2009 + prime de risque de 2%),
- d'un turnover faible basé sur l'expérience réelle de l'entreprise,
- d'un taux de survie calculé à partir des tables de l'Insee 2003 Hommes/Femmes,
- et d'un taux de charges sociales moyen de 45%.

Age	Taux de rotation
20-39 ans	9,0 %
40-49 ans	7,7%
50-65 ans	0 %

Les droits en mois de salaires découlent de l'application des accords nationaux pour les cadres, et la convention de la métallurgie de la région parisienne pour les non cadres.

Seule la France au travers de l'indemnité de départ la retraite fait l'objet d'un calcul lié à une prestation définie.

Concernant la Suisse, compte tenu de l'externalisation auprès d'une assurance de la gestion des retraites et de l'absence d'engagement contractuel en faveur des salariés sur le niveau de prestations, Orolia traite le plan comme un plan à cotisations définies.

En Suède, pour la part gérée sur un plan par capitalisation, le Groupe utilise un organisme commun à plusieurs employeurs (Alecta). Selon la recommandation URA42 du Swedish Financial Emerging Issues Task Force, ce fonds doit être considéré comme un fonds à prestations définies, mais à l'image des autres sociétés utilisatrices en Suède, Orolia n'a pas eu accès aux données lui permettant de reporter ce plan comme un plan à prestations définies. Le fonds de pension Alecta est donc reporté comme un fonds à cotisations définies.

Orolia examine régulièrement les réglementations en vigueur dans les pays où le groupe est implanté afin d'anticiper les éventuelles modifications réglementaires et leurs impacts comptables.

7.2.11. Produits constatés d'avance

Des produits constatés d'avance sont comptabilisés lorsque les prestations sont facturées et non encore totalement réalisées. Il s'agit pour l'essentiel de prestations continues relatives à des contrats qui produiront leurs effets sur la période subséquente.

Conformément aux recommandations de l'AMF, les subventions d'investissement sont reclassées en produits constatés d'avance. Elles sont comptabilisées en résultat consolidé au même rythme que les dépenses correspondantes.

7.2.12. Crédit-bail

Il a été fait application de l'option préférentielle pour le traitement comptable des contrats de crédit-bail dans les comptes consolidés.

7.2.13. Produits et charges exceptionnels

D'une manière générale, les produits et charges exceptionnels enregistrent les éléments extraordinaires c'est à dire ceux qui ne représentent pas de lien avec l'activité courante de l'entreprise.

7.2.14. Impôts

Impôt exigible

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable suite aux réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux d'impôt voté à la date d'établissement des informations financières.

Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé par année civile et s'impute sur l'impôt dû par l'entreprise au titre de l'année au cours de laquelle les dépenses de recherche ont été encourues. Le crédit d'impôt non imputé est reportable sur les trois années suivant celle au titre de laquelle il a été constaté. La fraction non utilisée à l'expiration de cette période est remboursée à l'entreprise.

Compte tenu du caractère définitivement acquis du crédit d'impôt recherche indépendamment de la situation fiscale du Groupe, il a été décidé de classer ce produit en « autres produits d'exploitation ».

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, suivant le taux d'impôt en vigueur dans chaque pays. Les pertes fiscales reportables donnent lieu à comptabilisation d'un impôt différé actif lorsque leur récupération est fortement probable.

7.2.15. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles sont constituées de :

- Provisions pour risques clients et garantie
- Provisions pour pénalités
- Provisions pour litiges
- Provisions pour perte à terminaison
- Autres provisions

7.3. Autres informations

7.3.1. Périmètre de consolidation

Nom	Adresse	%	Date d'arrêté	Devise de compte
OROLIA	3 avenue du Canada 91 974 Les Ulis, FRANCE	Mère	30/06/2009	EUR
SPECTRACOM	95 Methodist Hill Drive Rochester, NY 14623 USA	100	30/06/2009	USD
SPECTRATIME	29 rue Vauseyon 2000 Neuchâtel, SUISSE	100	30/06/2009	CHF
T4 SCIENCE	29 rue Vauseyon 2000 Neuchâtel, SUISSE	50	30/06/2009	CHF
PENDULUM INSTRUMENTS AB	Karlsbodavägen 39 SE-16866 Bromma, SUEDE	100	30/06/2009	SEK
PENDULUM INSTRUMENTS inc	5811 Racine Street Oakland, CA 94609 USA	100	30/06/2009	USD
PENDULUM INSTRUMENTS ltd	Business Center White Island 197342, Serdobolsakya 64D St.Petersburg, RUSSIE	100	30/06/2009	RUB
OROLIA GLOBAL SERVICES ltd	6A Beechwood Chineham Park Basingstoke, Hampshire RG24 8WA UNITED KINGDOM	100	30/06/2009	GBP

Toutes les sociétés sont consolidées par intégration globale.

Orolia a acquis 100% des titres de la société Pendulum Instruments en mars 2008. Le protocole d'accord conclu entre les deux sociétés prévoyait l'acquisition par Orolia de 100% des titres de Pendulum Instruments AB pour un montant total de SEK 47 millions dont le prix était réparti de la manière suivante :

- Une somme de SEK 32 000 000, payée au jour de la réalisation de la cession et dont la somme de 8 000 000 SEK a été consignée sur un compte séquestre au titre de garantie de passif pendant une durée de 15 mois (avec une franchise de 800 000 SEK), ramenée à un montant de 4 000 000 SEK pour 18 mois supplémentaires
- Une somme maximum de SEK 15 000 000 à titre de complément de prix selon les performances financières 2008 et 2009.

Compte tenu des performances sur l'exercice 2008, la meilleure estimation revue au 31 décembre 2008 du coût total de l'acquisition est évaluée par Orolia à 4 180k€ et n'a pas été remise en cause à la clôture de juin 2009 :

- Capitaux propres : 1 410k€
- Quote part des capitaux propres acquis par OROLIA : 1 410k€
- Coût d'acquisition : 4 180k€
- Ecart d'acquisition : 2 770k€

Orolia a acquis 100% des actifs de la société Rapco Electronics au sien de la société Orolia Global Services en janvier 2009 pour un montant de GBP 300 000.

- Actifs acquis : 91 k€
- Coûts d'acquisition : 385 k€
- Ecart d'acquisition : 294 k€

7.3.2. Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Orolia conçoit, produit, vend et opère la maintenance de systèmes de précision répondant à des besoins critiques. Les systèmes produits par Orolia assurent la production de signaux de temps précis (« Timing »), la distribution précise de ces signaux (« Synchronisation ») et la mesure du temps et des fréquences (« Test et mesure »).

Les systèmes conçus par Orolia assurent :

- **La production de signaux précis de temps (Timing) :** La génération de signaux temps-fréquence repose sur la maîtrise d'un grand nombre de domaines technologiques spécifiques dont la physique atomique, la physico-chimie des matériaux, les procédés de distillation, le travail des cellules de quartz, la micro-électronique, la mécanique de précision et les algorithmes d'asservissement des sources de fréquence. Orolia concentre ses efforts de développement sur des produits de très haut de gamme dans et possède dans ce domaine un savoir-faire inégalé.
- **La distribution précise des ces signaux (Synchronisation) :** La distribution de signaux temps-fréquence de haute précision permet de recalibrer/synchroniser les horloges situées au sein des réseaux d'information et systèmes critiques (réseaux informatiques, réseaux de télécommunications, satellites, systèmes de défense/combat), ou de dater certains événements précis se produisant au sein de ces réseaux ou systèmes avec un haut niveau de fiabilité et de traçabilité. Le métier de la synchronisation repose sur un savoir-faire particulier, issu de plus de 20 ans d'expérience.
- **La mesure du temps et des fréquences (Test et mesure) :** Les instruments de mesure d'Orolia se trouvent partout où l'exactitude et la précision du temps et des fréquences sont si importantes qu'il est indispensable de les contrôler, d'analyser leurs imperfections et le cas échéant, de les corriger par étalonnage. Le test et mesure des signaux temps-fréquence de haute précision est un domaine requérant de multiples compétences pointues.

Ces systèmes sont essentiels aux équipements électroniques modernes :

- **Systèmes de haute précision :** Les sociétés du groupe Orolia conçoivent, produisent, commercialisent et maintiennent en conditions opérationnelles des systèmes temps-fréquence de très haute performance. Ces systèmes assurent la production de signaux de temps ou de fréquence ultra-précis, la distribution de ces signaux à grande distance au travers des réseaux d'information à des fins d'horodatage ou de synchronisation, ainsi que le test et mesure de ces signaux pour en garantir la qualité ou satisfaire à des besoins de calibration ou de métrologie.
- **Opérations critiques :** Les produits de haute technologie d'Orolia interviennent dès lors qu'il y a besoin, dans une application, d'une information de temps ultra précise de l'ordre d'un millionième à un milliardième de seconde. De tels niveaux de précision sont requis dans de nombreux domaines stratégiques comme les satellites de navigation (GPS) ou d'observation de la Terre, l'exploration spatiale, les systèmes de combat (guidage des sous-marins nucléaires en immersion, réseaux de télécommunication sécurisée à sauts de fréquences, systèmes de guerre électronique...), ou les infrastructures de communication à très haut niveau de fiabilité comme celles utilisées par les forces de sécurité civile, les établissements financiers ou les télédiffuseurs radio ou TV.
- Le temps précis est également nécessaire au bon fonctionnement de tous les systèmes d'information nécessitant une « datation » horaire précise et fiable des informations qui y transitent (enregistrement et authentification des appels d'urgence, traçabilité des actes médicaux, surveillance des défaillances des infrastructures critiques, enregistrement des transactions financières et commerciales, etc.). En réalité, la grande majorité des applications critiques et stratégiques des technologies de l'information et de la communication ont besoin d'une information de temps ou de fréquence précise en toutes circonstances.

Répartition par métiers

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Timing	5 107	5 203
Synchronisation	6 228	6 547
Test & Mesure	1 869	1 209
Total	13 204	12 960

Répartition géographique

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	%	30 juin 2008	%
Europe/Moyen-Orient/Afrique	6 478	49%	6 349	49%
Amérique	4 358	33%	4 457	34%
Asie/Pacifique	2 368	18%	2 154	17%
Total	13 204	100%	12 960	100%

Production immobilisée

Il s'agit principalement des frais de développement activés au cours de la période.

7.3.3. Personnel

Effectifs

La répartition des effectifs entre les populations cadres et non cadres se présente comme suit :

	30 juin 2009	30 juin 2008
Ouvriers	22	25
Cadres et techniciens	158	141
Total	180	166

Charges de personnel

Les charges de personnel se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Salaires et traitements	4 750	4 081
Charges sociales et fiscales	1 149	783
Total	5 899	4 864

Charges comptabilisées au titre des systèmes de retraite à cotisations définies

Les cotisations patronales versées sur des plans de retraite se décomposent par Pays comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009
Angleterre	0
Etats-Unis	0
France	82
Russie	5
Suède	78
Suisse	210
Total	375

7.3.4. Résultat financier

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Charges financières diverses	-88	0
Intérêts versés sur prêts	-267	- 383
Produits financiers	+318	+ 181
Total	-37	- 202

7.3.5. Autres informations relatives au compte de résultat

L'activation des dépenses de recherche et de développement a représenté un montant total de 649K€ et une charge d'amortissement de 467K€.

Le résultat exceptionnel de la période est nul.

7.3.6. Impôts sur les résultats

Il a été constaté une charge d'impôt sur le résultat de 152K€ compte tenu de la dispense d'impôt accordée à T4 Science en Suisse, suite à la création récente de la société.

Charge d'impôt

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Résultat net	-230	563
Impôts sur le résultat	152	312
Résultat net avant impôt	-78	875

Rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt théorique

Le rapprochement entre la charge réelle d'impôt et la charge théorique résultant de l'application au résultat net avant impôt du taux nominal d'imposition en France, soit 33%, s'établit comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	30 juin 2008
Résultat net avant impôt et amortissement écarts d'acquisition	482	1 382
Taux d'imposition moyen	33,33%	29,02%
Charge d'impôt théorique	161	401
Augmentation/réduction de la charge d'impôt résultant de :		
- Crédits d'impôt et avoirs fiscaux	-17	-16
- Différences permanentes	-9	
- Déficit fiscaux nés au cours de l'exercice et non activés		-7
- Utilisation de déficits reportables antérieurs non activés précédemment		-2
- Différence de taux d'imposition	-50	-58
- Autres différences	67	-6
Charge réelle d'impôt	152	312

Ventilation de l'impôt sur les sociétés

Au 30 juin 2009:

<i>En milliers d'euros</i>	Avant impôt	Impôt	Après impôt (net)
Résultat courant	482	-152	330
Résultat exceptionnel (et participation)	0	0	0
Amortissement écarts d'acquisitions	-560	0	-560
Résultat comptable	-78	-152	-230

La charge d'impôt se décompose en 259K€ de charge d'impôt courant et un produit d'impôt différé de 107K€.

Déficits fiscaux reportables

Au 30 juin 2009, il existe un déficit reportable de 1 742K€ lié à Orolia et de 319K€ lié à Pendulum Instruments Inc.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009
Accroissements	
Allègements	
- ORGANIC	4
- Participation des salariés	0
Total des accroissements / (allègements) futurs (base)	4

7.3.7. Résultat par action

Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de la période.

<i>En milliers d'euros</i>		30 juin 2009	30 juin 2008
Résultat net part du Groupe	(a)	-268	423
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période:	(b)	2 446 500	2 425 500
- nombre d'actions à l'ouverture		2 446 500	2 425 500
- nombre d'actions à la clôture		2 446 500	2 446 500
Résultat net part du Groupe par action (en euro)	(a) / (b)	-0,11€	0,17 €

Résultat net dilué par action

Le résultat net dilué par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation et du nombre d'actions qui seraient créées à la suite de la conversion des instruments convertibles en actions.

<i>En milliers d'euros</i>		30 juin 2009	30 juin 2008
Résultat net part du Groupe	(a)	-268	423
Nombre moyen d'actions en circulation au cours de la période:	(b)	2 446 500	2 425 000
Nombre d'actions potentiellement dilutives	(c)	340 500	344 500
Nombre d'actions prise en compte dans le calcul du résultat net dilué par action	(d) = (b)+(c)	2 787 000	2 770 000
Résultat net part du Groupe dilué par action (en euros)	(a) / (d)	-0,10€	0,15 €

7.3.8. Ecarts d'acquisition

Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2009	Augmentation	Diminution	30 juin 2009
Temex Sync	1 352			1 352
SpectraTime	513			513
T 4 Science	93			93
Spectracom	6 180			6 180
Pendulum	2 770			2 770
Orolia global Services		294		294
Ecarts d'acquisition bruts	10 908	294		11 202
Temex Sync	304	68		372
SpectraTime	115	26		141
T4 Science	21	5		25
Spectracom	824	309		1 133
Pendulum	208	138		346
Orolia global Services		15		15
Cumul des amortissements	1 472	560		2 032
Ecarts d'acquisition nets	9 436	-266		9 170

L'écart d'acquisition de Pendulum est déterminé provisoirement à fin juin 2009 compte tenu de la clause de complément de prix payable en 2010 sur la base des résultats 2009.

7.3.9. Immobilisations incorporelles nettes

Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009

	1 ^{er} janvier 2009	Mouvements de la période			Différence de change	30 juin 2009
		Variation de Périmètre	Augmentation	Diminution		
Frais de Développement	3 065		649		-29	3 685
Frais d'établissement	5					5
Concessions, brevets et droits	796		140		-21	914
Logiciels	249		146		-2	393
En cours	0					
Immobilisations brutes	4 114		935		-51	4 997
Frais de Développement	479		467		-4	943
Brevets	680		42		-18	705
Logiciels	57		31		-1	87
Cumul des amortissements	1 216		541		-22	1 734
Immobilisations nettes	2 898		394		-29	3 263

7.3.10. Immobilisations corporelles nettes

Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009

	1 ^{er} janvier 2009	Mouvements de la période			Différence de change	30 juin 2009
		Variation de périmètre	Augmentation	Diminution		
Terrains et constructions	0					
Installation machines et outillages	3 552		225	-22	-72	3 683
Locations financements	144				-3	141
Matériel bureau, transport & informatique	808		67	-35	128	956
En cours	112			-112		0
Autres	954		100	-7	-128	905
Immobilisations brutes	5 571		391	-176	0	5 685
Terrains et constructions	1					1
Installation machines et outillages	2 616		170	-22	-52	2 712
Locations financements	39		15		-1	54
Matériel bureau, transport & informatique	599		53	-34	97	707
En cours	0					0
Autres	672		30	-7	-97	588
Cumul des amortissements	3 928		268	-62	0	4 062
Immobilisations nettes	1 643		123	-114	0	1 623

L'application de la méthode pour le traitement comptable des contrats de crédit-bail dans les comptes consolidés porte sur une valeur brute d'actif de 141k€. L'amortissement cumulé au titre de la période a été de 53k€, donnant une valeur résiduelle de 88K€. La dette correspondante représente à la fin de la période 76k€.

7.3.11. Répartition par activité des immobilisations incorporelles et corporelles

30 juin 2009	Synchronisation	Timing	Test & Measurement	Total
Immobilisations incorporelles	2 719	120	424	3 263
Immobilisations corporelles	447	1 011	165	1 623
Total	3 166	1 131	589	4 886

7.3.12. Immobilisations financières

Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2009	Augmentation	Ecart de conversion	30 juin 2009
Dépôt et cautionnement	158	22	-1	179
Compte de liquidité		150		150
SICAV Nanties				0
Total	158	172	-1	329

7.3.13. Stocks

Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009

	1 ^{er} janvier 2009	Entrée de périmètre	Mouvement de la période		dif change	30 juin 2009
			Variation	Autres mouvements		
1. Approvisionnements / matières 1ères	2 884		531		-61	3 354
2. En-cours de fabrication	61		55		-1	115
3. Produits finis	2 003		-97	-55	-26	1 825
4. Marchandises	0					0
Stocks bruts	4 948		489	-55	-88	5 294
1. Approvisionnements / matières 1ères	608		-4		-14	590
2. En-cours de fabrication	0					0
3. Produits finis	356		-94	-9	-7	246
4. Marchandises	0					0
Dépréciation	964		-98	-9	-21	837
Stocks nets	3 984		587	-46	-67	4 458

7.3.14. Clients et comptes rattachés

Toutes les créances clients ont une échéance inférieure à un an.

7.3.15. Autres créances

Les autres créances comprennent les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009		31 décembre 2008	
	Moins d'un an	Plus d'un an	Moins d'un an	Plus d'un an
Impôt sur les sociétés	263		800	58
Impôt différé actif	0	275	51	0
T.V.A.	308		283	0
Autres créances d'exploitation	491		207	0
Subvention d'investissement	128		139	0
Total autres créances (valeur nette)	1 189	275	1 480	58

7.3.16. Trésorerie nette

Eléments constitutifs de la trésorerie nette

Au **30 juin 2009**, la trésorerie nette dont dispose le Groupe comprend les éléments suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Disponibilités	2 289	3 486
Valeurs mobilières de placement	6 890	7 887
Trésorerie active	9 179	11 373
Concours bancaires	0	359
Trésorerie passive	0	359
Trésorerie nette	9 179	11 014

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement comprennent des fonds investis dans des organismes collectifs de placement sans risque (SICAV de trésorerie ou supports analogues pour l'essentiel) ou des certificats de dépôt avec des contreparties au rating supérieur à A et sont présentées à leur coût d'acquisition. La variation pluriannuelle des valeurs mobilières de placement se présente comme suit :

Evolution du poste du 1er janvier 2009 au 30 juin 2009

<i>En milliers d'euros</i>	1 ^{er} janvier 2009	Entrée de Périmètre	Acquisitions	Cessions	Différence de change	30 juin 2009
SICAV	7 887		9 006	10 003		6 890
Compte à terme	0		0	0		0
Total	7 887		9 006	10 003		6 890

7.3.17. Capital

Au 30 juin 2009, le capital social est fixé à 9 786 000 euros divisés en 2 446 500 actions d'une valeur nominale de 4 euros. Ce capital est détenu à 47% par AIRTEK CAPITAL GROUP, 480 avenue Louise – 1015 Bruxelles – Belgique, à 13% par le management et 39% par des investisseurs ayant souscrit à l'augmentation du capital de juillet 2007.

7.3.18. Provisions pour risques et charges

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux...) et risques ont été inscrits en provisions à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

Au 30 juin 2009, les principales provisions se détaillent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1^{er} janvier 2009	Entrée de périmètre	Reprises	Dotations	Autres	Ecart de convers^o	30 juin 2009
Provision / Retraites	87		-7				80
Provision / Jubilé	313			24		-9	328
Provision / Pénalité sur marché	14		-8	12			18
Provision / Garantie Clients	168			163		-1	330
Provision / Perte à terminaison	1						1
Provision / Risque client	153					-4	149
Provision / Risque de change	370				-370		0
Provision / Risque licence	120		-27			-3	90
Provision / Autres	92			9			101
Total	1 318		-42	208	-370	-17	1 097

Un reclassement de 120 K€ a été effectué au 1^{er} janvier 2009 entre la ligne provision sur jubilé et provision sur risque licence. Le total est inchangé.

La provision retraite correspond aux engagements futurs du Groupe vis-à-vis de ses employés lors de leur départ à la retraite (voir chapitre 7.2.10).

La provision Jubilé correspond aux engagements futurs en matière de prime d'ancienneté (médaille du travail) des salariés suisses.

La provision pour pénalités concerne principalement des pénalités de retards sur un marché.

La provision pour Garantie couvre les coûts éventuels que supporte le Groupe dans le cadre des périodes de garantie accordées à ses clients.

La provision pour perte à terminaison est liée à un contrat en cours dont les coûts directs estimés excèdent le prix de vente.

La provision pour risque clients est liée à une opération de réparation d'un lot de pièces livrées comportant un défaut de fabrication d'un composant sous-traité.

La provision pour risque de change résulte des pertes de change latentes à la clôture sur les actifs en devises, elle est dorénavant reclassée dans chacun des postes de bilan correspondants.

La provision pour risque sur licence correspond à un litige sur le niveau de redevances dues sur une licence signée avec l'Observatoire de Neuchâtel. Ce litige a fait l'objet d'un accord écrit en août 2009 qui a été pris en compte dans la valorisation du risque à fin juin 2009.

Les autres provisions correspondent principalement à un litige social

Variation de l'engagement net et réconciliation de la provision retraite

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009
Engagement à l'ouverture de la période	87
Charge d'intérêts	
Coûts des services rendus	
Gains/(pertes) actuariels	-7
Modification de régime	
Engagement à la clôture de la période	80
Pertes/(gains) actuariels non reconnus	
Coût des services passés non reconnus	
Provision à la clôture de la période	80

Evolution de la provision au cours des périodes présentées

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009
Provision à l'ouverture de la période	87
Charge de retraite de la période	
<i>dont coût des services rendus</i>	
<i>dont charges d'intérêt</i>	
<i>dont amortissement des gains / (pertes) actuarielles</i>	-7
<i>dont amortissement des services passés</i>	
Provision à la clôture de la période	80

Au 30 juin 2009, il n'existe pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société.

7.3.19. Dettes financières, concours bancaires et affacturage

30 juin 2009	< 1an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total	Taux
Emprunts	31	8 000	0	8 031	Variable
Autres dettes financières	274			274	Variable
Dettes financières	305	8 000	0	8 305	Variable
Affacturage	995			995	Variable
Concours bancaires courants	0			0	Variable
Concours bancaires et affacturage	995			995	Variable
Total	1 300	8 000	0	9 300	Variable

Pour soutenir sa politique de croissance externe, le Groupe a signé en date du 31 janvier 2008 avec la société Euromezzanine, un contrat de prêt obligataire. Les obligations, d'un montant total de 8 millions d'euros, seront attachées à des bons de souscription d'actions permettant à Euromezzanine de souscrire à 269 500 actions nouvelles, pour un prix égal à 12,5€ par action nouvelle souscrite. Ces fonds ont notamment permis l'acquisition en mars de la société Pendulum Instruments. Une couverture de taux a été mise en place sur l'ensemble de cette dette, qui garantit un taux maximal de l'EURIBOR 6 mois de 4,75% et un taux minimal de 2,96%.

Le principal covenant de cette dette est le respect d'un ratio d'endettement financier net consolidé (Endettement net consolidé sur EBITDA consolidé) devant rester inférieur ou égal à trois.

7.3.20. Fournisseurs et comptes rattachés

Toutes les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an.

7.3.21. Produits et charges constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance concernent uniquement l'exploitation.

7.3.22. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales sont à échéance à moins d'un an et s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	31-déc-08
T.V.A. à payer	62	61
Impôt sur les sociétés	795	755
Autres dettes fiscales	44	37
Rémunération du personnel	1 203	1 180
Charges sociales	471	378
Autres dettes sociales	46	0
Total des dettes fiscales et sociales	2 621	2 411

7.3.23. Autres dettes

Les autres dettes s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009		31 décembre 2008	
	A moins d'un an	A plus d'un an	A moins d'un an	A plus d'un an
Avoirs à établir	0	0	0	0
Autres dettes d'exploitation	371	0	206	229
Total des autres dettes	371	0	206	229

Les autres dettes à plus d'un an en 2008 correspondent à l'évaluation du complément de prix éventuel à verser sur l'acquisition des titres Pendulum Instruments en 2009 et 2010.

7.3.24. Charges à payer

Le montant des charges à payer incluses dans les postes du bilan se décompose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 315	509
Dettes fiscales et sociales	1 526	1 228
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	141	426
Total des charges à payer	2 982	2 163

7.3.25. Engagements hors bilan

SpectraTime bénéficie de garanties données par des établissements bancaires pour mener à bonne fin des contrats commerciaux avec certains clients. Le risque politique et commercial sur ces contrats export, y compris l'appel des cautions, a été par ailleurs garanti auprès de la Coface Suisse.

Par ailleurs SpectraTime, Spectracom et Pendulum ont donné leurs postes clients (et stocks pour Spectracom), en garantie en faveur de leurs banques pour une ligne de financement de leur BFR.

Orolia a donné une garantie d'actionnaire en faveur de HSBC US à hauteur des engagements de Spectracom, et une lettre de confort en faveur du Crédit Suisse pour garantir les lignes de crédit de Spectracom et SpectraTime.

Dans le cadre de la dette Mezzanine contractée en février 2008, une couverture de taux a été mise en place sur l'ensemble de la dette, qui garanti un taux maximal de l'EURIBOR 6 mois de 4,75% et un taux minimal de 2,96%. Au 30 juin 2009, le montant nécessaire pour dénouer cette couverture aurait été de 237K€. De plus Euromezzanine bénéficie d'un nantissement de 1^{er} rang des titres de Spectracom.

Dans le cadre de l'acquisition de Pendulum, Orolia bénéficie de la part de l'ancien actionnaire d'une garantie de passif.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Engagements donnés		
Cautions, avals,...	33	715
Nantissement de titres	8 000	8 000
Crédit-bail, location	133	177
Total des engagements donnés	8 166	8 892
Engagements reçus		
Cautions, avals,...		644
Crédit-bail, location		
Garanties de passif	476	845
Total des engagements reçus	476	1 489
Engagements réciproques		
Contrats de change à terme		317
Couverture de taux d'intérêt	8 000	8 000
Total des engagements réciproques	8 000	8 317

7.3.26. Informations relatives aux parties liées

Il convient d'entendre par « parties liées » les entreprises ayant le même actionnaire principal qu'Orolia et dont les états financiers ne sont pas agrégés dans le cadre de la présentation des comptes. Au 30 juin 2009, les positions réciproques d'Orolia et de ses parties liées se décomposent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2009	31 décembre 2008
Dettes	7	212
Créances	9	143
Produits financiers	0	0
Charges financières	0	0

7.3.27. Suivi des instruments financiers sur capital

Un plan d'actions gratuites portant sur 60 000 actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 16 septembre 2009.

	Options 2007	Options 2007	Options 2007	BSA 2008	Options 2008
Date de l'assemblée	22/07/2007	22/07/2007	22/07/2007	30/01/2008	10/06/2008
Date du conseil d'administration	20/09/2007	24/07/2008	16/04/2009		-
Nombre de bons autorisés	75 000	75 000	75 000	500	50 000
Nombre de bons attribués	48 500	12 500	10 000	500	0
Nombre de bons caducs au 30/06/2008	0	0	0	0	0
Nombre de bons exercés	0	0	0	0	0
Nombre de bons exerçables au 30/06/2008	0	0	0	500	0
Nombre total d'actions souscrites	0	0	0	0	0
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	48 500	12 500	10 000	269 500	0
Dont dirigeants	0	0	0	0	0
Nombre de personnes concernées	15	12	8	1 (Euromezzanine)	0
Dont dirigeants	0	0	0	0	0
Date d'exercice des bons					
Date d'expiration des bons	6 ans	6 ans	6 ans	5/6 ans	6 ans
Valeur du sous jacent					
Prix d'acquisition par bon	0	0	0	0	0
Prix de souscription par action	12,50 €	16,40 €	12,50 €	12,50 €	-

7.3.28. *Eléments post-clôture*

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du Groupe Orolia a approuvé le 16 septembre 2009, l'apport par la société AIRTEK CAPITAL GROUP de deux millions (2 000 000) d'actions de la société KANNAD, société anonyme au capital de 2 000 000 d'euros, dont le siège est Village du Hirgoat - ZI des cinq chemins - 56520 GUIDEL, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 500 055 744 R.C.S. LORIENT. Cet apport a été évalué à dix millions (10 000 000) d'euros.

Afin de rémunérer cet apport, l'Assemblée Générale a décidé de procéder à une augmentation de capital d'un montant de 4 324 324 euros, le capital social étant porté de la somme de 9 786 000 euros à la somme de 14 110 324 euros, par l'émission de 1 081 081 actions nouvelles de 4 euros chacune de valeur nominale.

La société française KANNAD est spécialisée dans la conception de systèmes de positionnement en environnement sévère. Depuis plus de 20 ans, KANNAD figure parmi les leaders mondiaux dans le domaine des balises de détresse pour les applications maritime, aéronautique et terrestre. Son savoir-faire technique et marketing lui permet aussi d'occuper de fortes positions de niche dans le domaine du tracking satellitaire (suivi de mobiles ou de personnes) pour certaines applications critiques. Située à Guidel en Bretagne, la société rassemble plus de 60 personnes essentiellement dédiées à la recherche & développement, la commercialisation des produits et le service clients. Kannad dispose d'une forte présence internationale au travers d'un réseau de distribution et de maintenance présent dans plus de 60 pays.

Cette acquisition marque une étape majeure dans la stratégie de développement d'Orolia, qui élargit son périmètre à un domaine d'activité adjacent à son cœur de métier temps-fréquence et s'ouvre ainsi de nouvelles perspectives de croissance. Fort de ses unités opérationnelles existantes et de sa stature internationale, Orolia affiche par cette opération son ambition de s'imposer comme un acteur mondial de référence pour les applications de positionnement, de navigation et de timing les plus critiques, et confirme clairement sa stratégie de consolidation sectorielle.

8. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés semestriels résumés

Serge COHEN
4, rue Rémusat
75016 Paris

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

OROLIA

Société Anonyme

3, avenue du Canada
91 974 Les Ulis

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés semestriels

Période du 1er janvier au 30 juin 2009

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes semestriels consolidés de la société OROLIA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte, décrit dans la note 6.2.3 « Recours à des estimations » de l'annexe, de crise économique et financière qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes semestriels consolidés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, le fait que les comptes semestriels consolidés présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 30 juin 2009 ainsi que le résultat de ses opérations pour le semestre écoulé.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 21 octobre 2009

Les Commissaires aux Comptes

Serge COHEN

Deloitte & Associés

Albert AIDAN